

**Assemblée générale**

Distr. générale
9 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Points 14 et 131 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

Santé mondiale et politique étrangère

**Lettre datée du 29 juin 2021, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Conférence Asie-Pacifique de haut niveau sur la coopération organisée dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route » s'est tenue virtuellement le 23 juin 2021. Aux côtés des 28 pays partenaires de cette initiative, la Chine a inauguré le Partenariat « Une Ceinture et une Route » pour la coopération dans le domaine des vaccins contre la COVID-19 (voir annexe I) et le Partenariat « Une Ceinture et une Route » pour le développement vert (voir annexe II). J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint pour information le texte des deux initiatives.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 14 et 131 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Zhang Jun**



**Annexe I à la lettre datée du 29 juin 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois]

**Partenariat « Une Ceinture et une Route » pour la coopération
dans le domaine des vaccins contre la COVID-19**

Inauguré conjointement par l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Bangladesh, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Chili, la Chine, la Colombie, les Émirats arabes unis, les Fidji, les Îles Salomon, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Malaisie, les Maldives, la Mongolie, le Myanmar, le Népal, l'Ouzbékistan, le Pakistan, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Singapour, Sri Lanka, le Tadjikistan, la Thaïlande, le Turkménistan et le Viet Nam à la Conférence Asie-Pacifique de haut niveau sur la coopération organisée dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route », le 23 juin 2021.

1. Nous considérons que la solidarité et la coopération sont essentielles pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), une épreuve qu'affrontent les pays du monde entier.
2. Nous sommes convaincus que, dans la lutte contre la pandémie, il faut faire passer les personnes et leur vie avant tout, et que personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas.
3. Nous soulignons que les vaccins, qui sont un élément important de notre panoplie de moyens de riposte, devraient être distribués équitablement, car ils sont un bien public mondial, et qu'il faut notamment faire en sorte qu'ils soient disponibles, accessibles et abordables pour les pays en développement.
4. Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'Assemblée mondiale de la Santé, ainsi que la Déclaration politique sur l'accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 partout dans le monde, nous appelons de nos vœux une coopération internationale ouverte, juste et non discriminatoire dans le domaine des vaccins.
5. Nous saluons l'action engagée par le système des Nations Unies, en particulier par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et celle qu'ont engagée les pays pour la coopération dans le domaine des vaccins.
6. Nous demandons aux partenaires de l'initiative « Une Ceinture et une Route » pour la coopération de faire en priorité ce qui suit :
 - mieux communiquer au sujet des politiques de réglementation des vaccins afin de garantir ensemble l'innocuité et l'efficacité des vaccins.
 - encourager les pays producteurs de vaccins qui sont en mesure de le faire à aider les fabricants de vaccins à fournir plus de vaccins au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 mis en place par l'OMS.
 - soutenir la fourniture de vaccins par les gouvernements et les fabricants aux pays en développement, en faisant des dons ou en exportant des vaccins à des prix abordables.
 - faciliter la recherche conjointe sur les vaccins, le développement des vaccins et l'échange de technologies dans ce domaine et encourager le transfert de technologies vers les pays en développement.

- promouvoir les partenariats entre producteurs de vaccins et pays en développement pour la production conjointe de vaccins en vue d'accroître la production mondiale.
- encourager les banques de développement régionales et multilatérales à accorder aux pays en développement plus de prêts à des conditions favorables pour l'achat et la production de vaccins, tout en respectant le droit qu'a chaque pays de choisir les vaccins qu'il préfère.
- resserrer, dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route », les liens de coopération dans le domaine de la connectivité afin que les vaccins puissent être acheminés d'un pays à l'autre.

7. Nous attendons avec intérêt que d'autres partenaires se joignent à cette initiative.

**Annexe II à la lettre datée du 29 juin 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois]

**Partenariat « Une Ceinture et une Route » pour le développement
vert**

Inauguré conjointement par l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Bangladesh, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Chili, la Chine, la Colombie, les Émirats arabes unis, les Fidji, les Îles Salomon, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Malaisie, les Maldives, la Mongolie, le Myanmar, le Népal, l'Ouzbékistan, le Pakistan, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Singapour, Sri Lanka, le Tadjikistan, la Thaïlande, le Turkménistan et le Viet Nam à la Conférence Asie-Pacifique de haut niveau sur la coopération organisée dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route », le 23 juin 2021.

1. Rappelant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris, adopté en vertu de la Convention, nous soulignons qu'il n'existe qu'une seule planète Terre et qu'il est de notre responsabilité commune d'œuvrer à la protection de l'écologie et de l'environnement. Tous les pays doivent mener une action concertée pour favoriser un développement vert, durable et sobre en carbone.

2. Nous réaffirmons que les changements climatiques sont l'un des grands problèmes de notre époque et que tous les pays, en particulier les pays en développement, sont vulnérables à ses effets néfastes. Il est possible de lutter contre les changements climatiques en menant une action guidée par l'équité et le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales.

3. Nous appelons de nos vœux une collaboration internationale visant à parvenir à une reprise verte et durable et à favoriser une croissance à faible émission de carbone, résiliente et inclusive au lendemain de la pandémie.

4. Nous prenons note des progrès accomplis par les partenaires de l'initiative « Une Ceinture et une Route » pour la coopération, sur une base volontaire, en ce qui concerne la construction d'une route de la soie verte, notamment la création de la Coalition internationale pour un développement vert et la formulation des Principes d'investissement vert.

5. Nous demandons aux partenaires de l'initiative « Une Ceinture et une Route » pour la coopération de faire en priorité ce qui suit :

- continuer de chercher à atteindre les objectifs fixés dans le Programme 2030 en favorisant le développement économique, social et environnemental de manière équilibrée et intégrée.
- favoriser le développement vert et sobre en carbone, notamment en appliquant l'Accord de Paris et en échangeant les meilleures pratiques.
- mieux communiquer et mieux coordonner les politiques qui ont trait au développement vert afin de tirer parti de l'expérience et des bonnes pratiques de chacun, dans le respect des différentes situations nationales et des cadres juridiques et réglementaires internes.
- resserrer les liens de coopération environnementale afin d'accroître les efforts de conservation de l'environnement et des ressources en eau et de parvenir à

une harmonie entre l'être humain et la nature pour un développement vert et durable.

- promouvoir des infrastructures respectueuses de l'environnement et résilientes, notamment en améliorant l'évaluation des risques climatiques et environnementaux associés aux projets, en s'appuyant sur les normes et les meilleures pratiques reconnues au niveau international, et en mobilisant la responsabilité sociale des entreprises en matière de protection de l'environnement.
- promouvoir le développement et l'utilisation d'énergies propres ainsi qu'une coopération internationale accrue en matière d'énergies renouvelables, afin que l'énergie durable soit abordable et économiquement rationnelle pour les pays en développement.
- encourager les institutions financières nationales et internationales à fournir un financement adéquat, prévisible et durable pour les projets respectueux de l'environnement et à faible émission de carbone, en créant des instruments financiers efficaces.
- renforcer les capacités humaines et institutionnelles d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

6. Nous attendons avec intérêt que d'autres partenaires se joignent à cette initiative.
